

consacrerait 5,85 millions de dollars à l'aide au retour des exilés et à la réinsertion des anciens prisonniers politiques.

ASIE ET PACIFIQUE

Onze des pays dont l'économie connaît la croissance la plus rapide du monde se trouvent en Asie et dans le Pacifique, régions qui devraient abriter 70 % de la population mondiale d'ici à l'an 2000. Le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. Au Japon, M. Clark a rencontré son homologue nippon, M. Taro Nakayama, et engagé le Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord. Les échanges avec la Chine s'accroissent.

La participation du Canada à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est la pierre angulaire de ses relations avec l'Asie du Sud-Est. Les échanges commerciaux, universitaires et culturels se développent rapidement et, pour 1990, le commerce bilatéral s'est chiffré à 3,4 milliards de dollars.

Le Canada a recommencé à fournir une aide publique au développement au Vietnam, au Cambodge et au Laos. Il a déjà engagé plus de 112 millions de dollars US pour financer des projets au Vietnam.

En Asie du Sud, une aide a été accordée au Bangladesh, dévasté par plusieurs catastrophes naturelles (cyclones, inondations, et autres). M^{me} Landry et l'honorable Barbara McDougall (en tant que ministre de l'Emploi et de l'Immigration) se sont rendues en visite officielle dans la région au cours de l'exercice.

Le Canada, qui compte parmi les six partenaires au Dialogue, a participé à la deuxième rencontre du Forum du Pacifique Sud, aux Vanuatu.

Au cours de l'année étudiée, l'Asie et le Pacifique ont constitué, pour le Canada, une source extrêmement importante d'immigrants, dont un grand nombre sont des entrepreneurs et des investisseurs qui ont beaucoup à apporter à l'économie canadienne.

Le Ministère a organisé, à Séoul, la Semaine du commerce et de la technologie, en novembre 1990, et la Semaine du Canada à Taipei, entre autres programmes de relations publiques, pour mieux faire connaître le Canada en Asie et dans la région du Pacifique.

EUROPE DE L'OUEST ET COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Le Canada a participé à l'évolution de l'Europe par le biais, notamment, de tribunes mondiales et

de discussions au sein d'organismes intergouvernementaux tels que l'OTAN. Il a eu des consultations avec les premiers ministres français et italien, MM. Michel Rocard et Giulio Andreotti, et il a reçu le président allemand, M. Richard von Weizsaecker.

En prévision de l'instauration d'un marché unique dans la Communauté européenne (CE), le Ministère a distribué aux milieux d'affaires et aux milieux universitaires des rapports sectoriels sur l'Europe de 1992. Dans une déclaration sur les relations entre le Canada et la CE, l'importance des échanges bilatéraux pour les deux partenaires a été soulignée.

Au nombre des programmes de relations publiques figurait une vaste campagne publicitaire visant à sensibiliser les décideurs européens aux dangers de la surpêche dans l'Atlantique Nord. Grâce à TV 5, réseau de télévision francophone auquel le Canada participe, les émissions canadiennes atteignent un plus vaste public international.

UNION SOVIÉTIQUE, EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

D'immenses changements bouleversent toute la structure de l'URSS. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a effectué une visite de travail dans ce pays et le président Mikhaïl Gorbatchev est venu au Canada demander qu'on le soutienne dans ses réformes et que l'on accorde à l'Union soviétique une aide financière et technique.

Afin d'aider les pays nouvellement convertis à l'économie de marché et ayant entrepris un processus de démocratisation, le Canada a créé un groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. En novembre 1990, celui-ci a envoyé en République fédérative tchèque et slovaque (RFTS) une mission chargée de désigner des projets. Des programmes d'aide ont été mis sur pied pour la Pologne et la Hongrie, ainsi que pour la RFTS. Le Canada apporte également à ces pays une aide technique, des compétences en matière de gestion et une aide alimentaire.

Le Canada appuie les réformes politiques et économiques entreprises en URSS, mais il se montre prudent, afin de s'assurer que la libéralisation annoncée se fera paisiblement. Suite au meurtre de civils par l'armée soviétique en Lituanie et en Lettonie, le Canada a suspendu son aide technique et une ligne de crédit alimentaire à l'URSS.

Le Ministère a développé les relations culturelles par le biais d'expositions internationales et d'échanges dans le domaine de l'éducation, et par la promotion de centres d'études canadiennes à l'étranger.